



Le 7 septembre 2022

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
du samedi 25 juin 2022
Salle de la SIDI

12 rue Guy de la Brosse 75005 PARIS

Adhérents présents ou par zoom (60)

Adhérents présents (22)

Etienne BEAUDOUX, Tiguidé CAMARA, Mathilde CHASSOT, Jacques DEJEAN, Mamadou DJIMERA, Doulo FOFANA, Diembé FALL, Michael HOARE, Maimouna KONATE, Emmanuelle LATOUCHE, Olivier LE MASSON, Marc LEVY, Francis MONTHÉ, Élisabeth MULLER, Mickael HOARE, Jean-Marc PRADELLE, Michèle QUENARDEL, Rafael RICARDOU, El Hadj SARR, Khady SACKO NIANG, Bernadette THOMAS, Oumy YANSSANE.

Adhérents présents par Zoom (38)

Visio (5) : Faiza ELLEUCH, Arezki HARKOUK, Mickael RULETA, Baganda SACKHO, Abou DIA;

Kayes (8) : Moustapha KONATE, Ibrahima TRAORE, Thomas DIAWARA, Khady N'DIAYE, Gaye GANDEGA, Mariam KEITA, Haby DEMBELE, Ibrahima SARR,

Kaédi (6) : Djibril Mamadou DIAW, Seybane DIAGANA, Itawel Oumrou NEINE, Bamby CAMARA, Abdoulatif SOW, Cheikhna BABACAR,

Selibaby (6) : Saloun SACKO, Boudé YATERA, Mohamedou DIALLO, Diabé TOURE, Salif DIATTA, Al Ousseinou CISSOKHO,

Bakel (2) : Mamadou FADE, Djeneba DIALLO, Gilles POLETTI, Kader SOW

Canchungo (10) : Miranda GOMES, Fernando DJEME, Siré FICO, Marculino Elias

VASCONCELOS, Augusto JANDE, Manduar Flaviano CORREA, Malam SANHA, Fatima DOS SANTOS, Elvira Maria GOMES LOPES, Maimouna DIALLO.

Salariés présents non adhérents en présentiel ou par Zoom (64)

Paris (18) :

Stelios HARATSIS, Julie SABET, Lobna OUNI, Sandrine RASTOUL, Zoé VAUQUELIN, Valentin DOUILLET, Anita ASZTALOS, Laureline JADEAU, Domitille ROUCOU, Marie DAVTIAN, Oumy DIEYE, Hadeye FOFANA, Liliane BINI, Isabelle HUESSOU, Ibrahim DIABAKHATE, Juliette MASSON, Marie Chiara TORT, Eugenia GALLESE,

Dakar (2) : Gwénaëlle de JACQUELOT, Papa SECK,

Algérie (1) : Tarik BOUCHETATA,

Bissau (1) : Julia REROLLE,

Kayes (6) : Olivier KEITA, Djeneba DRAME, Oumar SANTARA, Abdraharamane DIARRA, Assane DIONE, Coulibaly M'BARIKE

Boké (4) : Stanislas AGOSSOU, Siba Topka GBELE, Ahmed BARRY, Alpha BALDE,
Kaédi (7): Moïse LUEMBA, Fatimata Seybane DIAGANA, Moussoukoro SIDIBE, Djeinaba Hamady CAMARA, Hermann Franck Mongoué DJANI, Mamoudou KANE, Sidi SISSOKHO,
Nouakchott (4): Thomas LEONARD, Birane DIOP, Sy ABDELKADER, Boubacar SAGNA,
Selibaby (5): Sallé DIOP, Aboubacrine DIA, Mama GUEYE, Samba FOFANA, Yves TSASA,
Zigunichor (1): Mor FALL
Bakel (4): Abdou YATABERE, Moussa LY, Aboubacry NDIAYE, Abdel Kader SY,
Canchungo (11): Assane COLY, Kader COLY, Nelson MADINA, Boubacar SAGNA, Bertrand MENDES, Maezada MENDES, Segá SAGNA, Eduardo VAZ, Julina Fernando IMBUNDE, Walf FAYE, Benedito DA COSTA;

Invités (5)

Marie Noëlle REBOULET (Groupe Initiatives), Souad BARRY (Groupe Initiatives), Nathalie ELIO (commissaire aux comptes), Christophe JACQMIN, Paul Kamchang FOGOU.

Ordre du jour :

1. Rapport moral.
2. Rapport d'activité 2021
3. Rapport financier de l'exercice 2021 et rapport de la commissaire aux comptes.
4. Affectation du résultat.
5. Fixation du barème des cotisations 2023.
6. Vote des résolutions.
7. Élection des membres du conseil d'administration.

DÉROULEMENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Jean Marc PRADELLE, Président du Grdr accueille les participants. Les cellules d'Afrique de l'Ouest et les adhérents éloignés sont connectés par Zoom, ce qui permet aux adhérents africains et aux COS de participer à l'AG.

La secrétaire de séance est Elisabeth MULLER.

22 membres sont présents ; 38 membres sont présents par zoom, soit au total 60 adhérents présents. 64 salariés et 5 invités sont présents ou par zoom.

Au final, sur l'ensemble de la journée, 129 personnes ont participé à l'AG 2022 du Grdr, ce qui est en augmentation notable par rapport aux AG des années précédentes (sans visio).

1. Rapport moral du Président

Chers amis présents à Paris, chers amis qui participent à distance, bonjour à vous toutes et tous.

En 2021, le Grdr a retrouvé un haut niveau d'activité, avec le retour progressif des mobilités, des réunions et des missions. J'ai pu aller à la rencontre des adhérents et des salariés du Grdr dans leurs territoires, en Mauritanie, au Sénégal, au Mali, en Guinée-Bissau, en Tunisie, comme en Hauts-de-France et en Ile-de-France.

Ce tour d'horizon commençait avec la **réunion inter-équipes** tenue en Normandie début octobre : . occasion de se replonger dans **les principes de base du Grdr de 2021**, sa Charte, sa matrice, son plan d'action 2020-2024, de me familiariser avec son organisation interne, et de découvrir les **cinq chantiers** engagés à cette occasion : un chantier administratif et financier qui a vu de grands progrès comme on va le voir tout à l'heure, et des chantiers en développement sur les ressources humaines, la communication interne et externe, le double-espace et la vie associative dans les territoires.

Je l'ai écrit de façon plus détaillée dans le rapport moral qui vous a été transmis : le Grdr est **une association dynamique**, reposant sur des **adhérents** et des **salariés** engagés et compétents. Les différents corps de métier, du chauffeur à l'ingénieur, forment une micro-société originale où chacun est indispensable. Ses adhérents sont actifs au sein des Conseils d'Orientations et de Suivi, les COS, comme au sein du Conseil d'Administration ou du Comité de rédaction de l'Envol des Cigognes (merci au passage à Elisabeth pour son action de rédacteur en chef, confiée désormais à Bernadette). La relation est étroite entre salariés et adhérents, à l'image de la relation entre le Conseil d'administration et la Direction, pilotée depuis l'an passé par Olivier le Masson.

Ce dynamisme était frappant, lors de mes missions et de l'évènement annuel le 30 mars 2022, « **Raconter les migrations autrement** ». Merci également pour l'organisation parfaite de cette journée, dont le grand témoin fut Pap N'Diaye, devenu depuis le nouveau ministre français de l'Education Nationale.

Par ailleurs, le Grdr a la **confiance de ses partenaires**, je l'ai vérifié auprès de la société civile comme des autorités nationales ou régionales ou des bailleurs de fonds, notamment de l'UE, du MEAE et de l'AFD.

Ce dynamisme permet au Grdr de poursuivre sa mission, dans un **contexte pourtant difficile**. Au-delà de la pandémie Covid, **les crises et les conflits - politique, sécuritaire, alimentaire - se multiplient ; l'insécurité s'accroît et menace la paix et le vivre ensemble**. La crise en Ukraine a des conséquences sur la sécurité alimentaire mondiale. Le monde semble parfois insensé.

Dans le livre qu'il vient de publier « **Afghanistan : autopsie d'un désastre, quelles leçons pour le Sahel ?** », Serge Michailof revient sur l'échec complet de la communauté internationale depuis 20 ans en Afghanistan. Selon lui, **la principale origine des erreurs a été l'incapacité de comprendre le fonctionnement des sociétés** et la croyance que l'on peut transformer de l'extérieur un peuple et rebâtir une nation. En outre, **l'aide au développement s'est beaucoup trop concentrée dans les zones de conflit**, au détriment des zones plus calmes du pays où elle aurait pu être mieux utilisée. Le parallèle avec le Sahel est assez évident. L'aide y a d'abord été concentrée sur les zones d'intervention militaire alors qu'elle aurait été plus efficace dans les zones plus calmes mais à risques, parmi lesquelles le bassin du Fleuve Sénégal, où une action déterminée pourrait en particulier protéger le Sénégal, la Mauritanie ou la Guinée.

Le Sahel connaît une crise profonde, et très meurtrière dans certains pays. Des **coups d'état militaires** ont

eu lieu au Mali, en Guinée et au Burkina Faso, ainsi qu'une tentative en Guinée-Bissau. La constitution a été suspendue en Tunisie. Ce qui est nouveau et ce qui frappe, c'est que ces coups d'état rencontrent un soutien populaire, en particulier celui de **la jeunesse, dans** des pays où les moins de 25 ans représentent plus de 50 % de la population. **Le besoin de renouvellement de l'Etat** se fait entendre de toutes parts, d'un Etat ancré dans les sociétés et les territoires et non plus d'un Etat « montgolfière », planant loin au-dessus des populations.

N'est-il pas également l'heure de rebattre les cartes pour la coopération internationale ? En comprenant mieux le fonctionnement réel des sociétés, en aidant les acteurs locaux à s'organiser avec des Etats aux ressources budgétaires limitées, en accompagnant cette transformation avec réserve et persévérance. **N'est-ce pas ce que fait le Grdr depuis longtemps ?**

Ces réflexions rejoignent également le bilan que plusieurs ONG dont Oxfam et le CCFD-Terre solidaire ont fait de la politique française au Sahel, sous le titre : « **France-Sahel : l'heure de rebattre les cartes** ». La suite de cette campagne associera les sociétés civiles, notamment la diaspora sahélienne en France. Ce chantier nous intéressera.

Mais revenons sur nos atouts et nos défis.

Nos atouts, ce sont les femmes et hommes du Grdr, on l'a vu, **mais c'est également sa forte identité, son ancrage local, sa culture du régional et ses partenariats.**

La charte l'établit : «Le Grdr est une ONG « **riche de ses différences** ». « Sa force réside dans sa capacité à réunir des adhérents et des salariés de cultures et de nationalités différentes et de parcours variés ».

Son ancrage local est fort dans les territoires, où les coordinations et les COS sont actifs, dans un contexte souvent difficile, et je salue au passage Assane Dione, les équipes et adhérents de Kayes, confrontés à une situation sécuritaire tendue, et toutes les autres coordinatrices et coordinateurs.

Un ancrage fort également **dans les capitales**, en appui à l'action locale et pour mener des programmes dans plusieurs régions voire au plan national. On pense ici par exemple aux programmes « **Niamde** » sur les cantines scolaires au Sénégal, au programme « **Gestion locale des migrations** » en Tunisie, au programme « **Graines de citoyenneté en Mauritanie** » ou encore « **Ben Kunafoni** » au Mali.

Mais aussi, en **Ile de France et dans les Hauts de France**, aux programmes d'**accès aux droits** auprès des migrants vieillissants, ou encore des femmes migrantes doublement discriminées. Soulignons ici qu'en **France**, nous sommes depuis plus de 20 ans un acteur reconnu dans le paysage de l'intégration, avec un soutien des Ministères successifs en charge de l'intégration.

L'identité du Grdr, c'est également une **approche transfrontalière** historique qui fait du Grdr un précurseur. Ses programmes sont souvent régionaux, comme « **TAPSA** » (“Transition vers une Agroécologie Paysanne au service de la Souveraineté Alimentaire”), « **MAVIL** » (Maîtrise et adaptation des villes intermédiaires au Sahel) ou « **PGCL** » (Programme pour la Gouvernance Concertée du Littoral). Et nous sommes engagés dans l'« Initiative du bassin du Fleuve Sénégal », comme en témoigne le dossier **Traverses n°50** du Groupe Initiatives, coordonné par le Grdr.

Nos partenariats sont solides et dynamiques : qu'ils soient historiques (les Organisations de migrants et leurs fédérations), stratégiques (CCFD-Terre Solidaire), ou territorialisés (comme la Région Centre Val de Loire et Gorgol, ou le Conseil Départemental de Rufisque et Montpellier), ou ciblés (avec Bewegung, Secours Catholique, Fondation Abbé Pierre, CraTerre, En-Haut) ou encore autour d'enjeux communs et partagés (avec le CFSI).

Mais ce rapport serait incomplet s'il ne traitait pas également de nos **défis à venir**.

- Le défi de **la vie associative dans les territoires, et des articulations adhérents-salariés**, traité en particulier dans le **chantier sur les COS**, qui progresse bien et devrait déboucher d'ici le début 2023.
- Le défi d'**accroître l'offre d'activité aux adhérents**. Ceux-ci bénéficient déjà de plusieurs **sources d'information** (le site Grdr, le bulletin « L'envol des Cigognes » (n°34 reçu hier), les flashs par messagerie). Nous sommes invités à des **rencontres annuelles** (la journée Grdr, l'Assemblée générale, désormais connectées via zoom). Nous pouvons rejoindre les **COS** ou le **Conseil d'Administration ou le comité de l'Envol**. Par ailleurs, une offre de **formation** se fait jour au travers du projet ODDyssée. Les **chantiers double-espace** ouvrent des voies d'action aux adhérents, comme on le voit ces temps-ci sur le double-espace franco-malien où vous êtes bienvenus. Et l'idée de **groupes d'adhérents dans les capitales** pourrait être approfondie.

Le défi associatif, c'est encore celui **des partenariats au sein des collectifs d'ONG** qui jouent un rôle essentiel dans la négociation avec les pouvoirs publics français. A cet égard, les ONG sont confrontées à un

problème sérieux avec le criblage de tous les bénéficiaires exigé dans la cadre de la lutte anti-terrorisme et anti-blanchiment. Cette exigence est de nature à placer les ONG dans une situation ingérable au plan pratique et délicate au plan des relations avec les **autorités** des pays concernés. Le collectif **Coordination Sud** mène depuis plusieurs mois un combat pour trouver des issues. Nous soutenons bien entendu cette action essentielle.

Le collectif, ce sont aussi des **capitalisations** croisées et la réflexion conjointe sur les méthodes (notamment sur les consortiums). Je salue à cet égard la présence à notre AG de Marie-Noëlle Reboulet, la présidente du GERES et toute nouvelle présidente du **Groupe Initiatives** dont le Grdr est un membre actif. , et de Souad Barry, la nouvelle coordinatrice du GI.

Je dois évoquer également le **défi permanent du financement**. Il pose notamment la question de la **dimension des projets** car les bailleurs de fonds publics exigent de plus en plus que les enveloppes se chiffrent par millions voire par dizaines de millions d'euros.

Autre défi, le Grdr peine à financer l'ensemble de son dispositif opérationnel. Des postes pourtant essentiels ne sont pas pourvus pendant des périodes trop longues. **Les recrutements** semblent de plus en plus difficiles dans nos régions d'intervention.

La communication, le faire-connaître les résultats, notamment les remarquables publications du Grdr, devraient également mobiliser plus de moyens.

Avant de conclure, soulignons que le travail entrepris pour **reconstruire un discours juste sur les migrations** doit se poursuivre. « *Les migrations font bouger le monde* », « *elles tissent et métissent les territoires* » ! L'apport matériel comme immatériel des migrantes et des migrants est considérable. La question migratoire est devenue un enjeu politique et sociétal important dans les pays européens. Dans la campagne présidentielle en France, la crainte des migrants a occupé plus de place que la menace liée au changement climatique... Le Grdr a un rôle à jouer dans le débat public pour « *raconter les migrations autrement* », pour les présenter de manière positive. Il est en particulier engagé dans ce but dans deux programmes clefs, « **ODDyssée** » et « **Opportunities** ».

Les temps ont changé depuis 1969. Révolution numérique, épuisement des ressources naturelles, bouleversements climatiques, extension de l'insécurité. **Les défis sont tous mondiaux**. Comme le sont les Objectifs de Développement Durable, les **ODD**. C'est ensemble et seulement ensemble que nous pourrons trouver des solutions. Tel est le message du Grdr : **enrichissons-nous mutuellement de nos différences, travaillons ensemble au-delà des frontières et des idées-reçues**.

La tâche à accomplir est de taille mais **les convictions de nos militants et les ambitions de nos équipes sont intactes**, face aux conservatismes et à l'obscurantisme.

Le monde de demain est à inventer. Et il faut l'inventer ensemble !

2. RAPPORT D'ACTIVITES

2.1 Evènement associatif 2021

L'évènement associatif 2021 du Grdr consistait en une série de téléconférences sur l'activité « Littoral » du Grdr, « Les jeudis du littoral Ouest africain du Sénégal à la Guinée », les jeudi 10/6, 17/6 et 24/6 2021. Le format numérique était adapté au contexte COVID.

Ces trois sessions étaient consacrées aux thèmes suivants :

- Gestion des ressources naturelles ;
- L'emploi et l'insertion économique (jeunes) ;
- Les mobilités dans un contexte transfrontalier.

Elles ont regroupé 230 participants sur les 3 sessions.

Il ressort de la **première session** que les territoires du littoral ouest africain regorgent de ressources renouvelables et non renouvelables. Pourtant, elles sont menacées par des « *pressions indéniables, mesurées, accrues* » de plus en plus fortes au regard de la démographie, des nouveaux arrivants qui viennent d'autres régions environnantes mais aussi de multinationales venues exploiter des ressources que les populations locales n'ont pas la capacité de valoriser elles-mêmes.

On assiste donc à la multiplication de dispositifs de protection et/ou de régénération de ces ressources naturelles (parcs naturels, aires marines et terrestres, conventions locales, APAC...) et à l'affirmation de nouvelles catégories d'acteurs dans ce domaine : les ONG et le secteur privé.

Ce foisonnement de dispositifs autour des enjeux liés à la question de préservation des ressources naturelles est source de rapports de force et de conflits entre les différents acteurs. Le besoin de trouver un équilibre se fait ressentir de manière très forte, pour que les communautés locales puissent exploiter ces ressources tout en contribuant à leur préservation. Mais il s'agit de ne pas perdre de vue que « *les acteurs sont inégaux et des groupes, tels que les migrants, souffrent plus que d'autres* » et qu'il est donc important de « *prendre en considération toutes les populations* », y compris « *les acteurs qui ne sont pas forcément des acteurs résidents* ».

L'implication des communautés est indispensable. Néanmoins, bien que bien que la voix des actrices et acteurs locaux soit prépondérante, il ne faut pas oublier de « *replacer au centre des décisions les gouvernements, les États : c'est important qu'il y ait cette concertation entre les États* » car « *si un pays conserve et l'autre ne conserve pas, ça ne vaut pas la peine : ça doit être une question partagée, une décision commune et non imposée* ». Il est donc indispensable d'avoir une approche multi-scalaire afin de « *prendre en compte les communautés des pays frontaliers avec qui on doit discuter sur notre façon de conserver la biodiversité* ».

La seconde session conduit à considérer le littoral ouest africain comme un bassin d'emploi sous régional. Pourtant, « *il y a une méconnaissance au niveau national des opportunités et du potentiel qui existent* ». D'une manière générale, on distingue « *un manque de stratégie pour promouvoir ces secteurs, définir où se trouvent les métiers et quels sont les projections* ». Certaines filières nécessitent davantage de soutien, telle que la filière halieutique.

Malgré les potentialités du territoire en terme d'emploi, attirer une main d'œuvre « jeune » s'avère de plus en plus compliqué : « *on ne maintiendra pas les jeunes dans les zones rurales avec la même vision que nos parents* ». Trop souvent associés à la fatigue, à la difficulté, certains secteurs comme l'agriculture et la pêche sont délaissés par les jeunes.

Nous sommes donc face à un besoin d'innover en connectant les différentes filières et les différents métiers pour rendre attractifs les emplois en milieu rural. Il y a également un besoin de connexion, d'intégration entre les acteurs publics, les acteurs privés, les politiques, chercheurs, scientifiques pour mieux valoriser le potentiel de diversification, sortir des schémas classiques et aller vers une diversification en terme de développement rural.

Cette modernité est l'occasion de favoriser la connaissance de pratiques d'expériences qui se déroulent dans la Sous-région, voire au-delà, et profiter ainsi de cette connaissance offerte ailleurs, de ces expériences qui fonctionnent au niveau local pour les transformer à travers une mise à l'échelle. « *Il faut apporter dans les campagnes la création de richesse et le cadre de vie qu'il y a dans les villes* ». Le besoin est là, il faut pouvoir y répondre et cela passe par le développement de capacités nouvelles et de capacités qui correspondent aux ambitions que l'on se donne. Cela passe par une bonne gouvernance, qui replace les questions de citoyenneté au cœur de son projet afin de travailler de manière inclusive ensemble à l'élaboration de stratégies qui vont permettre de connecter des politiques d'emploi et des politiques de développement avec des investissements venus du secteur privé (dont ceux de la diaspora).

La troisième session souligne que le littoral ouest-africain constitue un véritable pôle d'attraction. C'est une zone économique, attrayante et pleine de richesses. Les ressources halieutiques, agricoles et minières de la région attirent de nombreux ressortissants des pays voisins. « *Toutes les migrations, les installations, les départs et les retours dans cette région sont principalement dues à l'exploitation des ressources de la région* ». Les jeunes, à la recherche de travail, sont au 1^{er} rang.

Les frontières apparaissent également comme un pôle d'attraction à part entière. Elles sont de véritables lieux d'échange, de convergence et de polarité pour le commerce. Ce sont des zones de flux de marchandises, de déplacements humains, accessibles pour les études et la santé. Ces régions frontalières sont donc

en perpétuel mouvement, accueillant de nombreux migrants « saisonniers » qui viennent travailler les temps de campagnes agricoles ou halieutiques puis qui retournent sur leurs territoires d'origine, dans les pays environnants ou parfois même au sein du même pays en suivant les calendriers agricoles.

Au final, ces territoires illustrent le besoin de renouveler les regards sur les migrations. Souvent perçues comme un facteur de conflits, les migrations sous régionale sont, en fait, une réelle richesse pour le territoire, car elles sont sources de savoir-faire, d'échanges d'expériences, de main d'œuvre mais aussi d'innovations. L'un des enjeux est de les accompagner vers une gouvernance équitable (aussi bien au niveau régional qu'au niveau des états).

2.2 Les activités du Grdr en 2021 par pays

Guinée

Commune urbaine de Boké, commune rurale de Tanéné

- Finalisation de la monographie de la commune rurale de Tanéné (45 secteurs et 9 districts) ;
- Accompagnement et structuration de 140 restauratrices de rue (mise en place d'un système de financement autogéré, convention avec des producteurs de produits vivriers locaux) ;
- Sélection du quartier de Kadiguira (commune urbaine de Boké) sur la base d'un diagnostic territorial pour les conditions d'habitat de familles en situation de précarité et le cadre de vie du quartier. Formation de maçons locaux.

Guinée Bissau

Canchungo

- Accompagnement des groupements féminins sur la production et la commercialisation d'huile de palme ;
- 258 femmes de la région de Canchungo ont été accompagnées dans leurs activités de saliculture ;
- Construction d'un centre de ressources valorisant les filières de constructions locales, peu émettrices en gaz à effet de serre et respectueuses de l'environnement ;
- Elaboration d'une stratégie et d'un plan directeur transfrontalier pour la préservation des arbres de la mangrove ;
- Une fédération de femmes bissau-guinéennes a été créée pour faire émerger une dynamique de plaidoyer sur les questions liées à l'habitat durable.

Sénégal

Ziguinchor, Rufisque, Bakel

- Plans alimentaires territorialisés : enquête statistique à Ziguinchor et accompagnement du Conseil Départemental de Rufisque ;
- Aménagement et équipement de la cuisine centrale de Rufisque (2 500 repas quotidiens) et de Yene (1 000 repas quotidiens). Signature de contrats avec des organisations productrices. Formation de 27 cuisinières ;
- 14 cantines scolaires (2000 élèves) dans la région de Ziguinchor et 9 (2280 élèves de Bakel) sont en service et approvisionnées (réponse à la crise du COVID) ;
- Elaboration du plan de développement communal de la commune de Diembering ;
- Accompagnement à la mise en place de l'intercommunalité du Diassing ;
- Lancement du centre de ressources virtuelles « Les rivières du Sud » au sein de l'Université Assane Seck de Ziguinchor.

Mauritanie

Guidimakha (Selibaby) ; Gorgol (Kaédi)

- Création d'espaces d'échanges (54 organisations) sur la thématique « la jeunesse, la citoyenneté et le pouvoir d'agir ». Dialogue société civile - pouvoirs publics est en cours de mise en place ;
- Officialisation de l'intercommunalité de Djéol-Tokomadji ;

- Appui à la production de 3 plans environnementaux dans chaque bassin versant et de plans d'action triennaux (mise en œuvre des projets territoriaux prioritaires). ;
- Huit accords sociaux signés pour réguler les infrastructures pastorales ;
- 246 hectares de terre ont été restaurés grâce à des ouvrages de conservation et de restauration des sols ;
- 40 coopératives maraichères formées en agroécologie, dotées en semences paysannes et en petit matériel.

Mali

Kayes, Koulikoro, Bamako

- Réalisation et analyse d'une enquête-ménage sur les circuits de distribution et les habitudes des consommateurs ;
- 13 migrants de retour, volontaires, accompagnés dans leurs projets de réinsertion économique dans la région de Kayes ;
- Renforcement de capacité des producteurs agricoles pour la préservation et la valorisation des semences paysannes locales ;
- 144 élus et membres d'OSC formés à l'usage du numérique et à la citoyenneté digitale sur des sujets tels que la citoyenneté des femmes et des jeunes ;
- Réalisation de 5 modules de formation en ligne type « MOOC » disponibles sur le site Sahelink ;
- Elaboration d'une stratégie régionale de plaidoyer pour la prise en compte des problématiques des femmes et des jeunes dans les planifications locales et les politiques nationales ;
- Adoption du plan stratégique (2021-2025) inter-collectivité de l'assainissement et de l'eau (PSAIE) par les élus du Syndicat Inter Collectivités Méranguemou (12 communes du cercle de Yélimané).

Tunisie

Beni-Khedache, Aïn-Draham, Sbeitla

- Edition de 3 profils migratoires, une synthèse de l'étude sur les mobilisations de la diaspora (+ frise, documentaire « La diaspora, l'autre visage de la Tunisie », exposition itinérante) ;
- Un cadre de concertation a été mis en place dans chacune des communes – amélioration du dialogue entre acteurs locaux et migrants ;
- Des plans d'action locaux « Migration et développement » définissent des priorités d'action.

Algérie

Wilayas de Tiaret et Tissemsilt

- Mise en réseau des associations engagées sur les territoires de Tiaret et de Tissemsilt. Animation d'un dialogue avec les pouvoirs publics autour des projets de développement local ;
- Création d'un incubateur de projets pour accompagner la création d'activités économiques de jeunes du territoire de Tiaret ;
- Mise en place d'un processus de planification territoriale concertée à Tagdempt (wilaya de Tiaret)

France

Ile-de-France, Hauts-de-France, PACA, Occitanie et, Pays de Loire

- 147 seniors immigrés ont bénéficié d'animations collectives d'information et de sensibilisation aux droits socio-sanitaires. Organisation de permanences d'accès aux droits ;
- Mise en œuvre d'un dispositif d'accompagnement socio-professionnel dans le quartier « Grigny 2 » ;
- Accompagnement d'associations et organisations de femmes issus de quartiers prioritaires de la ville dans la structuration de leurs projets collectifs (109 femmes) ;
- Accompagnement renforcé de 111 jeunes, réfugiés ou primo-arrivants et de 45 allocataires au RSA ;
- Accompagnement collectif ou individuel de 60 porteurs de projets (business plan, etc.) ;

- Accompagnement de 72 femmes des Hauts-de-France qui ont bénéficié d’ateliers d’échanges sur l’accès aux droits, les démarches et codes de la société française et l’identification des acteurs sociaux et sanitaires de leur territoire de vie ;
- Renforcement de capacités de 229 professionnels et bénévoles de l’action sociale ;
- Création de 12 modules de formation « ODD et migrations » à destination des acteurs éducatifs.

Double -espace

Tunisie, Mauritanie, Sénégal, France

- L’étude sur les mobilisations de la diaspora tunisienne en France depuis 1959 (exposition itinérante, un documentaire « La diaspora, l’autre visage de la Tunisie », une synthèse...) ;
- Une mission « Double-espace » de Sbeitla, en France;
- 5 clubs « Entreprendre au Sénégal » (format numérique) ont permis de mettre en réseau et de renforcer 100 porteurs de projets économiques ;
- 15 porteurs de projets d’entreprise au Sénégal ont été accompagnés par le Grdr dans la structuration et le lancement de leurs projets ;
- Mission à Montpellier du Conseil Départemental de Rufisque ;
- 2 thés-palabres sur les questions de la jeunesse, de la citoyenneté et de la culture en Mauritanie + un thé palabre « dématérialisé ».

2.3 Les principales productions en 2021

- 51 programmes de solidarités mis en œuvre.

Publications

- Les profils migratoires de Beni-Khedache, Aïn Draham et Sbeitla en Tunisie ;
- Livret méthodologique « Intégrer la gestion des ressources naturelles dans la planification territoriale en Mauritanie » ;
- Le guide méthodologique « Migration et développement local : 20 outils pour comprendre et agir » ;
- « Histoires sahéliennes » épisode 3 « Le Guidimakha » et épisode 4 « Kayes » ;
- Livret méthodologique : « Quelle contribution du numérique pour une gouvernance locale plus inclusive en région de Kayes ? » ;
- Livret méthodologique « Citoyenneté et numérique : comment organiser une campagne de mobilisation digitale ? »
- La synthèse de l’étude, la frise historique et l’exposition itinérante qui retracent 50 ans d’engagement de la diaspora tunisienne en France;
- Guide méthodologique « Mise en place d’un système de conseil de gestion des exploitations agropastorales ».

Etudes

- Monographie transfrontalière de Goudomp (Sénégal)-Bigène (Guinée-Bissau) ;
- Monographie de la commune rurale de Tanéné ;
- Monographie communale de Tagdempt (wilaya de Tiaret, Algérie) ;
- Étude de l’écosystème de mangrove du complexe écologique de Mata d’Ucô, Calequisse et Bôte dans la région de Cacheu - Guinée Bissau ;
- Etude sur la caractérisation des pratiques maraichères de la ville de Nouakchott.

En vidéo :

- « La diaspora l’autre visage de la Tunisie » - de Barbara Arsenault ;
- « Agir sur les dynamiques des ressources naturelles à l’échelle intercommunale en Mauritanie » - d’Elodie Wattiaux.

2.4 Nos équipes en 2021

- 162 adhérents répartis dans 7 pays différents ;

- 7 Conseils d’Orientation et de Suivi (COS) [bases associatives locales] qui ont représenté le Grdr lors de 26 événements sur nos différents territoires ;
- 122 salariés sur toute l’année dont 86 en CDI, 28 en CDD, 5 en VSI et 3 en apprentissage (13 nouvelles embauches et 10 départs) ;
- 26 stagiaires qui ont pu se former aux côtés de nos équipes ;
- 7 expatriés de droit français.

2.5 Débat

L’assemblée remercie les salariés pour le rapport d’activité très riche. Ce rapport donne une idée fidèle de la diversité des actions et de l’énergie de l’action du Grdr, tant en France et en Europe que dans les pays africains, de la coopération avec les collectivités territoriales, des thématiques (COVID, changement climatique, appui aux femmes, à la citoyenneté et aux droits humains...).

Ousseynou Sissoko souligne que l’originalité du Grdr ce sont ses Conseils d’Orientation Stratégique (COS) sur lesquels il faut insister. Il souligne l’importance du chantier COS et de la réunion interCOS prévue pour 2023.

Etienne Beaudoux se réjouit et se félicite de la bonne santé du Grdr et complimente les équipes parce que le Grdr revient de loin. Il s’interroge sur les actions du Grdr en matière de santé : le Grdr mène des actions en Ile de France sur l’accès aux droits et notamment en matière de santé auprès des seniors immigrés (bilans de santé gratuits, prévention santé). En Afrique, la santé est une préoccupation de la cellule de Kayes, mais les financements n’ont pas été obtenus malgré des efforts importants pour mettre en œuvre des projets santé.

Oumy Dieye souligne les actions du Grdr en ce qui concerne la formation à l’interculturalité dans les écoles, les partenariats avec les enseignants dans le cadre du programme ODDyssée.

Les problèmes de sécurité sont également abordés, surtout avec l’assassinat de proches du Grdr dans la région de Kayes. Les équipes sont contraintes de prendre de plus en plus de mesures de sécurité. Il s’agit le plus souvent de brigandage, mais de toutes façons, des mesures de sécurité doivent être prises.

Cheikhna Ould Boubacar réitère que les COS sont la plus-value du Grdr.

3. RAPPORT FINANCIER

3.1 Rapport financier de la trésorière

Éléments marquants de l’exercice 2021

L’année 2021 a encore été marquée par la crise sanitaire et plusieurs phases de confinement et/ou de télétravail. Malgré ce contexte, l’activité du Grdr s’est globalement bien poursuivie avec un niveau d’exécution des projets plus important que celui retenu dans le budget prévisionnel prudentiel adopté, et ce dans de bonnes conditions en termes de trésorerie.

D’autre part, le renouvellement de l’activité s’est poursuivi, notamment avec l’AFD, les produits constatés d’avance restant cependant à consolider en 2022 avec le lancement de la nouvelle programmation européenne.

I – AU COMPTE DE RESULTAT

LES CHARGES

Un budget réalisé qui retrouve son niveau d'avant COVID

Le budget réalisé (BR) en 2021 est de 6.7 M€ soit de 15% supérieur au BP21 arrêté à 5,7M€ et voté au CA du 13 février 2021.

Pour rappel l'élaboration du BP21 s'est basée sur 2 hypothèses :

- Hypothèse 1 un BP à 6,7 M€ basé sur les ressources acquises sans ratio prudentiel ;
- Hypothèse 2 un BP à 5,7 basé sur une pondération des réalisations des nouveaux projets (-20 à -40%) motivée par l'incertitude que faisait peser l'évolution de la pandémie COVID-19 sur les activités de terrain.

L'évolution de la situation pandémique et la levée partielle des restrictions courant 2021 ont permis un bon niveau de réalisation des activités du Grdr avec un effet de rattrapage à la suite de 2020 ; le budget exécuté en 2020 étant de 5.7 M€, en baisse par rapport à 2019 (6.9 M€).

Les principales évolutions des charges d'exploitation sont :

- La masse salariale globale (siège social, cellules et antennes) est de 2,7M€ (+400K€) ;
- Les frais de structure sont de 407k€, couverts par les marges pour couverture des frais de structure dégagés par les programmes,
- Les charges d'exploitation (hors masse salariale et frais de structure) sont de 3,4M€. Elles regroupent toutes les charges liées à la mise en œuvre des projets y compris les provisions pour risque,
- Les dotations aux amortissements et provisions : une augmentation de 49K€ sur la dotation aux provisions, et une augmentation de 13K€ sur la dotation aux amortissements correspondant aux investissements effectués lors de l'installation dans les nouveaux locaux.

Cela étant, vu le budget supérieur de 1M€ par rapport à l'année dernière, les charges ont augmenté dans la même proportion.

LES PRODUITS

Origine et répartition des ressources :

Comme en 2019 et 2020, l'AFD est notre premier bailleur. L'Union Européenne est le second partenaire.

On observe une grande fidélité des partenaires que cela soit les ressources des collectivités territoriales et de l'Etat (issues essentiellement des fonds déconcentrés européens et français en Hauts-de-France et en Île-de-France et des ministères centraux) ou les fonds privés qui concernent principalement la Fondation Abbé Pierre et le CCFD terre solidaire.

A noter une augmentation significative des prestations de service initiées par des formations effectuées en Ile de France et Haut de France de 62K€ (après une baisse importante en 2020 du fait du COVID).

RESULTAT DE L'EXERCICE 2021

Le résultat est positif pour 2021 d'un montant de 40 747,72 €.

Il est proposé de l'affecter au compte de report à nouveau afin d'augmenter les fonds propres de l'association qui s'élèveront ainsi à 182.485€.

II- AU BILAN

Le total bilan est en baisse par rapport à 2020 de 2,4M€. L'année 2021 est caractérisée par une baisse des produits constatés d'avance.

En effet, ils s'élèvent à 9,9M€ avec un renouvellement d'activité en 2021 de 3,7 M€. On note donc une baisse de presque 40% par rapport à 2020 (100% de renouvellement soit 6M€). Cette baisse peut

s'expliquer par plusieurs facteurs dont le plus important est le « gap » du cycle de programmation de l'UE (fin du cycle 14-20 et retard de démarrage du cycle 21-27).

Les PCA de 2021 pour 2022 sont de 6,9M€. Si le niveau de renouvellement de l'activité en 2022 est en bonne voie, convention pôle littoral 2M€ acquis, et plusieurs autres programmes acquis au Mali (1M€) en Mauritanie (500k€), au Sénégal (200k€) et en France (300k€), l'activité doit être particulièrement intense pour garantir un renouvellement à 100% cette année.

Nos pertes qui se chiffrent à 76k€ cumulent des pertes antérieures sur partenaires et projets pour 60k€ et 16k€ de charges 2021 non couvertes sur les terrains.

Les provisions pour risques ont été évaluées à 138 050 € en hausse par rapport à 2020 de 52 080€ du fait des provisions pour risques sur plusieurs programmes. Ce niveau de provisionnement permet une gestion des risques à un niveau satisfaisant.

Conclusion

Le Grdr a quasiment retrouvé le niveau d'activité de 2019 (celui-ci étant en hausse par rapport aux années précédentes). L'impact du COVID a été limité, grâce à la grande adaptation des équipes et des partenaires locaux.

Du point de vue de la gestion financière, plusieurs outils de suivi et pilotage ont permis de consolider le contrôle interne et d'améliorer la gestion des risques. L'enjeu financier majeur pour 2022 est de pouvoir renouveler l'activité, ce qui est d'ores et déjà en bonne voie.

3.2 Rapport de la Commissaire aux Comptes

Nature de la mission de commissariat aux comptes

« Le commissaire aux comptes exerce un mandat légal pour 6 exercices. Nous avons été nommés lors de votre assemblée générale du 22/06/2019 avec effet rétroactif pour un mandat qui court de l'exercice clos au 31/12/2018 jusqu'à l'assemblée d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2023.

La mission légale de commissariat vise à :

- ✓ Vérifier et certifier la sincérité des comptes ;*
 - ✓ S'assurer de la conformité des informations produites avec les comptes ;*
 - ✓ Contrôler la légalité des actes ou informations portées à notre connaissance ;*
 - ✓ Exercer un regard prospectif de manière à porter un jugement sur la pérennité de la structure (prévention des difficultés) ;*
- Concrètement, à partir d'une analyse des risques et examen du contrôle interne, il s'agit de s'assurer de la consistance de l'actif et l'exhaustivité du passif : existence et valeur des biens, exactitude et recouvrabilité des créances, rapprochement de banques..., traduction adéquate de tous les engagements, rapprochement des comptes sociaux, fiscaux, bonne application du principe de rattachement*

Le commissaire aux comptes émet un rapport sur les comptes annuels et un rapport sur les conventions réglementées

- Notre audit a été réalisé en deux temps avec une nouvelle équipe : mission intérimaire en novembre/2021 sur l'organisation administrative et comptable du Grdr, la préparation de l'arrêté des comptes annuels et la question sociale, audit des comptes annuels en avril/mai 2022 :*
- Examen des conventions de financements pour vérifier la bonne évaluation des produits et risques liés, notamment sur les audits et les cofinancements ;*
- Analyse des comptes de tiers fournisseurs, financeurs, partenaires ;*
- Audit du cycle social France et terrain ;*
- Examen des risques et provisions existantes et leurs justifications ;*

- Vérification des postes d'investissements suite au déménagement (DG, travaux, ...) ;
- Les autres cycles sont aussi analysés afin de s'assurer de leur réalité et juste valeur, notamment les comptes de trésorerie (banques et caisses) et les postes liés aux emprunts et régularisations ;
- La direction du Grdr a répondu à nos questions et nous avons pu discuter de ces éléments avec elle lors d'une réunion de synthèse début juin 2022.

Audit des comptes et recommandations

- Reprise des activités avec des décalages dans le temps suite à la crise sanitaire de 2020 ;
- Des changements en interne avec un déménagement et un nouveau directeur ;
- Un arrêté comptable et une organisation qui progressent avec la mise en place de nouveaux logiciels de suivi financier ;
- Un nouveau logiciel de paie en 2021 et une clarification des anomalies de 2020 :
 - ✓ La paie est maintenant bien suivie et les données comptables liées sont correctes ;
 - ✓ Un solde de compte de retraite de 2020 qui reste débiteur de 55 k€ du fait de régularisations en cours sur des cotisations à faire valider par la caisse de retraite. Une provision couvre l'intégralité de cette somme.

Nos recommandations :

- ✓ Anticiper la production des données financières par des contrôles réguliers, notamment des éléments des terrains et des partenaires ; justifier les comptes de tiers liés ;
- ✓ Relire régulièrement la comptabilité, réaliser des situations intermédiaires et clôturer les projets terminés audités ;
- ✓ Réaliser un état de recoupement annuel des différents projets avec les différents financeurs afin de rendre transparente l'affectation des financements sur les projets ;
- ✓ Mettre en place des outils de contrôle des procédures existantes (contrôle interne) afin de vous assurer de leur efficacité notamment dans l'enregistrement des conventions de financement.

Nous certifions les comptes sans réserve.

Une observation (suivi des réserves de 2020). Les faits caractéristiques cités dans l'annexe indiquent un changement de logiciel de paie suite aux difficultés rencontrées.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Rapport sur les conventions réglementées

Nous n'avons pas été informés de conventions réglementées déjà existantes ou signées en 2021 par le Grdr.

La situation financière au 31/12/2021

Des fonds long terme stables, malgré les remboursements des emprunts du fait des provisions et du résultat positif, qui représentent un mois d'activités.

Des soldes créances positifs du fait des avances sur projets qui additionnées aux dettes et FDR donnent une trésorerie de 2 283 k€ au 31/12/2021 (4 mois d'activités).

Le compte de résultat :

Une production et une marge brute qui progressent de concert depuis 5 ans.

Une masse salariale qui revient à son niveau de 2019 sans aide Covid et des frais généraux stables. Un résultat net proche de l'équilibre chaque année ; il s'élève à 41 k€ en 2021.

Conclusions

Nous remercions l'équipe du Grdr pour leur travail et leur disponibilité lors de nos contrôles. Des progrès à continuer pour améliorer le contrôle interne et de ce fait la production comptable du Grdr, notamment pour le bon fonctionnement des nouveaux outils de suivi des projets. Nous vous recommandons de réaliser une vraie situation intermédiaire à mi-année qui vous permettra de réviser les comptes et vous assurer de leur exhaustivité. Cela devrait aider pour la clôture de fin d'exercice. Un rendez-vous à prendre avec vous dans le dernier trimestre 2022 pour faire le point avec vous sur cette situation intérimaire, voir l'actualisation des outils et l'organisation mise en place pour garantir l'exhaustivité et la documentation des informations financières. »

Débat

L'assemblée remercie toute l'équipe du SAF qui a accompli un énorme travail sur les comptes (Sandrine, Arezki, les gestionnaires, Lobna).

Etienne Beaudoux souligne qu'il était très inquiet des réserves exprimées lors de la dernière assemblée par la Commissaire aux Comptes et il se réjouit que tout soit rentré dans l'ordre.

Les difficultés passées s'expliquent par la crise sanitaire, le télétravail, le déménagement, la mise en place d'une nouvelle équipe. Le SAF a été complètement renouvelé, un travail de fond est effectué avec les comptables et les gestionnaires, le contrôle interne s'améliore, les chefs de projets suivent maintenant leur budget, un calendrier de clôture a été mis en place, de nouveaux outils informatiques ont été mis en place et le cahier des procédures est mis à jour annuellement.

Le Grdr se porte bien, mais attention à la maîtrise du budget. Il ne faut pas subir la croissance.

4. VOTE DES RESOLUTIONS

Résolution 1 :

L'assemblée générale des membres de l'association approuve le rapport moral 2021

Le « **oui** » l'emporte à **100%** sur le « non » (0%).

Nombres de voix :

Oui : 68

Non : 0

Ne se prononce pas : 5

Résolution 2 :

L'assemblée générale des membres de l'association approuve le rapport d'activités 2021

Le « **oui** » l'emporte à **99%** sur le « non » (1%).

Nombres de voix :

Oui : 66

Non : 1

Ne se prononce pas : 6

Résolution 3 :

L'assemblée générale des membres de l'association approuve les comptes 2021

Le « **oui** » l'emporte à **100%** sur le « non » (0%).

Nombres de voix :

Oui : 60

Non : 0

Ne se prononce pas : 13

Résolution 4 :

L'assemblée générale des membres de l'association approuve l'affectation du résultat de 2021 de 40 747,92€ au compte de report à nouveau de telle sorte que le nouveau montant des fonds associatifs passe à 182 485,23€ au 1er janvier 2022

Le « oui » l'emporte à 100% sur le « non » (0%).

Nombres de voix :

Oui : 64

Non : 0

Ne se prononce pas : 9

Résolution 5 :

L'assemblée générale des membres de l'association adopte un barème de cotisations inchangé pour l'année 2023

Le « oui » l'emporte à 98% sur le « non » (2%).

Nombres de voix :

Oui : 63

Non : 1

Ne se prononce pas : 9

Résolution 6 :

L'assemblée générale des membres de l'association donne quitus de sa gestion au conseil d'administration pour l'ensemble de sa gestion de l'exercice écoulé.

Le « oui » l'emporte à 100% sur le « non » (0%).

Nombres de voix :

Oui : 63

Non : 0

Ne se prononce pas : 10

Résolution 7 :

L'assemblée générale des membres de l'association donne pouvoir au porteur pour effectuer les déclarations légales de changement dans l'administration du Grdr auprès de la préfecture de Bobigny

Le « oui » l'emporte à 100% sur le « non » (0%).

Nombres de voix :

Oui : 62

Non : 0

Ne se prononce pas : 11

5. ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La liste des administrateurs élus en 2019 dont le mandat de trois ans vient à échéance en 2022 a été présentée lors du CA du 21 mai 2022). 3 administrateurs sortants ont fait part de leur désir de renouveler leur mandat. Trois candidatures nouvelles se sont manifestées qui portent le total des candidats à 6.

La liste des candidatures valides présentées avant la date limite du 16 juin 2022 se présente donc comme suit :

Renouvellements de mandat**Monsieur Cheikhna Ould Babacar**

« J'ai sollicité mon renouvellement au CA afin de pouvoir continuer à mettre mon savoir et savoir-faire à la disposition du Grdr dont je suis convaincu de la pertinence de l'action de déve-

loppement intégré menée dans ses territoires d'intervention. Je me sentirai à l'aise en me reconnaissant dans son impact très positif sur la vie des populations, et en participant à son ancrage, sa visibilité et son orientation là où le besoin se fera sentir. »

Monsieur Mamadou Djimera

« Toujours motivé à participer à toutes les activités du Grdr, surtout en ces moments difficiles pour l'ensemble des équipes en Afrique et ailleurs. Restons unis pour la bonne cause. »

Monsieur Rafael Ricardou

« Dans la continuité de mon engagement au Grdr, d'abord comme salarié, puis comme administrateur, je souhaite poursuivre ma participation au Conseil d'administration et vous adresse à cet effet ma candidature. »

Candidatures nouvelles

Madame Faiza Elleuch

« Mes parcours personnel et professionnel m'ont mené depuis mon enfance des deux côtés de la Méditerranée. Tunisienne « arabe » en France et Française en Tunisie, j'ai appris dès mon plus jeune âge la difficulté de trouver ses marques lorsque l'on est binationale et en permanence étrangère et soupçonnée d'acculturation. Ce sentiment est vécu par les membres des diasporas, confrontés en plus à la réalité des mutations non attendues ou anticipées de leur pays d'origine. 100% tunisienne et 100% française, je revendique une double culture réelle et complète, me permettant de comprendre les représentations des deux cultures. J'ai, grâce à mon parcours académique, étudié des matières telles que l'anthropologie, la sociologie, étudié et vécu avec des jeunes femmes et hommes de différentes nationalités et de tous les continents. Les échanges d'idées, les partages de culture à l'université ou en cité universitaire furent riches et variés. Depuis 1993, je pense contribuer à une meilleure compréhension des cultures, soit par le biais de l'enseignement puis de mes postes successifs, y compris en Service économique près l'Ambassade de France en Tunisie, soit par le biais de mon implication dans la société civile de mes deux pays. En rencontrant le Grdr et ses concepts, j'ai rencontré une institution qui avait modélisé mes intuitions : le double espace, la contribution positive des migrations, et au-delà des cultures - aux territoires des pays d'accueil, de transit et de destination- tout cela correspond à mes convictions profondes. Les méthodologies participatives et collaboratives m'ont également attirée. Je souhaite pouvoir contribuer à la mise en œuvre et aux travaux du Grdr, et contribuer ainsi à faire changer les mentalités et les perceptions, par le biais de projets et analyses concrètes. »

Madame Emmanuelle Latouche

« Bien que n'intervenant pas professionnellement dans le champ des solidarités internationales, je suis de longue date animée par la conviction profonde que seule une approche internationale des questions de notre temps est susceptible d'y apporter des réponses pertinentes et durables. L'interculturalité est une source de richesse illimitée mais qui doit encore et chaque jour être démontrée ; c'est là une composante clef de l'ADN du Grdr, à laquelle je suis très attachée. Après une jeunesse expatriée au Nigéria, la révolte contre l'injustice et la chaleur humide chevillées au corps, j'ai choisi une formation initiale d'ingénieure agronome complétée par un DESS d'économie internationale orienté Sud animé par Marc Dufumier et Marcel Mazoyer. Depuis, mon parcours professionnel, finalement ancré en France, a traversé différents sujets, l'agriculture biologique, le monde associatif environnemental, le changement climatique, le développement durable et aujourd'hui la biodiversité (à l'Office français de la biodiversité). Rejoindre le CA du Grdr m'intéresse et me flatte ; je ne dispose que de peu de temps en dehors de mon travail et de ma famille mais je serais contente d'en accorder une partie à ce beau projet

associatif que porte le Grdr que je suis depuis plus de 10 ans à travers les activités du COS de Lille. »

Madame Hadjiratou Ba (absente) est observatrice au CA depuis un an. Candidature réceptionnée sans texte d'accompagnement.

Résultat des votes :

Résolution 8 :

Nombre de voix obtenues par les candidats

:

Mamadou DJIMERA	57
Hadjiratou BA	55
Cheikhna OULD BABACAR	53
Faiza ELLEUCH	51
Emmanuelle LATOUCHE	50
Rafaël RICARDOU	44

La séance est levée à 13 heures

A Paris

Le Président
Jean Marc PRADELLE

La secrétaire de séance
Elisabeth MULLER